

plan d'union de compensation n'était pas pratique — et je vous rappelle que l'auteur du plan a dû en arriver lui-même à la même conclusion — combien moins pratique est ce plan malgré son attrait théorique? Si cela est exact, si ce plan, en vérité, n'est pas pratique, où en serons-nous? Allons-nous dire: "Non, du moment que nous ne pouvons pas obtenir ce qu'il y a de mieux, ce que nous concevons parfait en théorie, alors nous ne voulons rien du tout." Allons-nous dire que nous laisserons les Etats-Unis aller de leur côté; que nous ne ferons pas tous les efforts possibles pour arriver à la collaboration internationale, et que nous sommes prêts à subir toutes les conséquences de cette décision.

D. Est-ce qu'un pays ne pourrait pas se mettre à l'œuvre et importer des marchandises de façon à ne pas en faire cadeau aux autres? Il se pourrait que vous ayez besoin d'une politique plus expansioniste pour que le public puisse acheter ces importations. Je suis sûr que le public critiquerait un gouvernement qui de parti pris ferait abandon de marchandises en refusant de les importer.

M. IRVINE: Pourquoi ne pas faire cela maintenant?

M. QUELCH: Oui.

M. IRVINE: Le fait est que nous ne le faisons pas.

M. QUELCH: C'est la faute du gouvernement.

M. Quelch:

D. Permettez-moi de demander ceci au témoin. Est-ce que cela ne revient pas à ceci, que quel que soit le système multilatéral, pour en retirer de bons résultats, il faut que chaque nation mette ses affaires en ordre et qu'elle maintienne sa production en rapport avec la demande réelle, sans compter les marchandises qui devront être exportées comme prêts pour des raisons d'ordre moral? — R. Si vous voulez dire qu'une condition importante de stabilité internationale, de bon fonctionnement d'un système économique international, est que les gros pays industriels doivent maintenir leur revenu et leur embauchage à un niveau élevé, je suis d'accord avec vous. Je crois que c'est exact.

D. Puis-je répondre à la question au sujet de la clause que vous avez mentionnée? Si quelqu'un veut poser des questions, je suis prêt à céder la place, parce que je ne veux pas qu'on dise que je prends tout le temps.

M. MACDONNELL: J'ai demandé qu'on réponde à ma question. Elle s'est perdue dans la discussion. J'ai demandé au témoin de vouloir bien revenir à ce qu'il avait dit cet après-midi, de prendre un cas réel et nous donner une idée de la façon exacte dont le montant de monnaie disponible servirait à surmonter temporairement la difficulté. Il a mentionné le Canada cet après-midi. S'il veut prendre un autre pays l'exemple me conviendra tout aussi bien. J'ai une idée que j'aimerais lui voir citer un cas concret. Ce serait naturellement une hypothèse. A première vue il semblerait que \$75,000,000 pour le Canada est une somme assez faible pour être d'aucune utilité dans la situation mentionnée cet après-midi, mais peut-être qu'elle fera meilleur effet quand nous connaîtrons tous les dessous de la situation.

Le TÉMOIN: Ma foi, monsieur Macdonnell, la question est de donner un exemple concret de la valeur de la quote-part pour le Canada? En vérité, je crois que pendant quelque temps le Canada aura un surplus dans son compte de transactions courantes. Si nous avons un surplus dans notre compte courant il n'est guère probable que nous ferons des achats nets de change au Fonds. D'un autre côté, il n'y a certainement aucune assurance que nous aurons un surplus dans notre compte courant, surtout si l'embauchage est à un faible niveau aux Etats-Unis; et si nous réussissons mieux que les Etats-Unis à maintenir un haut degré de revenu et d'embauchage dans notre pays, il est probable, il est possible, disons, que nous ayons un déficit dans nos transactions internationales. Vous désirez réellement savoir à combien revient ce chiffre de \$75,000,000; c'est réellement là votre question?